

DALOA, N° 77 du 30/03/2005
A.U. RECOUVREMENT DES CREANCES : art. 15 – APPEL DE LA DECISION RENDUE SUR
OPPOSITION – SELON LES CONDITIONS DE LA LOI NATIONALE – MAIS A L'INTERIEUR DU
DELAJ D'APPEL DE 30 JOURS DE L'ACTE UNIFORME (DEPASSEMENT)

COUR D'APPEL DE DALOA
ARRET CIVIL CONTRADICTOIRE
ARRET N° 77/05 du 30/03/2005
N°99/04 DU ROLE GENERAL
OBJET : APPEL CONTRE LE JUGEMENT N°
DU 28/07/2004 DE LA SECTION DU TRIBUNAL D'OUME

DEUXIEME CHAMBRE CIVILE ET COMMERCIALE

AUDIENCE DU 30 MARS 2005

COMPOSITION DE LA COUR

PRESIDENT : M. BLE ANTOINE, Président de Chambre ;
CONSEILLERS : MM. SERI BALET PATRICK ET CISSOKO IBRAHIM ;
AVOCAT GENERAL: M. ME KOUASSI;
GREFFIER : Maître DOUA FELIX

LES PARTIES

APPELANTE : COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE IVOIRIENNE
C.I.C.I.V., siège social à Abidjan Vridi Rue Sylvestre, 01 BP 2809 Abidjan 01

Agissant aux poursuites et diligences de son Directeur Général M. OMAIS JAWAN de
nationalité ivoirienne ;

Assisté du Cabinet SOULEYMANE SAKHO et Associés, Avocats à la Cour, sis au 118 de la Rue Pilot Cocody
Danga 08 BP 1993 Abidjan 08 ;

INTIME : M. MACHLAB FATHALA, Acheteur de produits né le 14 juin 1964 à Nabathie au Liban de
nationalité libanaise, demeurant à Oumé ;
Assisté de Maître YEO MASSEKRO, Avocat à la Cour d'Abidjan Treichville Av 16 Rue 38, 04 BP 2811
Abidjan 04, son conseil ;

LA COUR

Vu les pièces du dossier ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Par exploit d'Huissier daté du 30 août 2004 de Maître, la Compagnie Industrielle et Commerciale Ivoirienne dite
CICIV-SA, représentée par son Directeur Général Monsieur OMAIS JAWAD, de nationalité ivoirienne, a relevé
appel du jugement civil N°39 rendu le 28 juillet 2004 par la section de tribunal d'Oumé.

Elle expose à l'appui de son appel que dans le cadre de ses activités industrielles de traiteur de cacao, elle a
remis à Monsieur MACHLAB FATHALA, pour l'achat et la livraison de cacao brousse diverses sommes
d'argent, soit par chèques à son ordre, soit par virements bancaires effectués à son profit.

Elle souligne que Monsieur MACHLAB FATHALA, dans le cadre de ce contrat, a commencé à exécuter les
obligations lui incombant et a reçu, au fur et à mesure de ses livraisons, de nouvelles avances avec lesquelles, il
devait continuer ses achats.

A la fin de la campagne agricole soutient-elle les comptes ont été arrêtés entre les parties comme il a été indiqué
dans les conditions générales du contrat liant les parties et l'intimé n'y a apporté aucune objection.

Qu'il est ressorti de l'arrêté des comptes que l'intimé restait lui devoir la somme principale de 61.925.550
FCFA.

Elle explique que n'ayant jamais pu être désintéressée malgré les nombreuses relances amiables, elle, la CICIV-
SA a sollicité et obtenu de Madame le Président de la Section de Tribunal d'Oumé l'ordonnance d'injonction de
payer N°04/2004 du 29 janvier 2004, condamnant l'intimé à lui payer le montant susdit.

La CICIV-SA avance que MACHLAB FATHALA a formé opposition à ladite ordonnance, laquelle a abouti au
jugement querellé.

Le tribunal, souligne-t-elle, n'ayant pas dit le droit, elle demande à la cour de réformer la décision entreprise et restituer à l'ordonnance attaquée sur plein et entier effet.

En réplique, MACHLAB FATHALA par le canal de son Conseil Me YEO MASSEKRO, Avocat à la Cour sollicite in limine litis l'irrecevabilité de l'appel de la compagnie industrielle civile et commerciale ivoirienne en abrégé CICIV-SA pour violation de l'article 15 du traité OHADA relatif à l'appel contre les décisions rendues sur opposition à une ordonnance d'injonction de payer.

Conformément à cet article, souligne-t-il, le délai d'appel est de 30 jours à compter de la date de cette décision en sorte que l'appel formalisé le 30 août 2004 par la CICIV-SA est manifestement tardif.

DES MOTIFS

Considérant que l'article 15 de l'acte uniforme de l'OHADA portant procédures simplifiées de recouvrement de créance dispose que « la décision rendue sur opposition est susceptible d'appel dans les conditions de droit national de chaque Etat partie. Toutefois, le délai d'appel est de trente (30) jours à compter de la date de cette décision » ;

Qu'en l'espèce le jugement sur opposition de la section de tribunal d'Oumé contre lequel appel est interjeté, ayant été rendu le 28 juillet 2004, la CICIV-SA avait en application de ce texte et en tenant compte des délais francs, jusqu'au 28 août 2004, dernière date utile, pour exercer son recours ; qu'ainsi donc, son appel intervenu le 30 août 2004, soit plus de 30 jours après le prononcé de la décision querellée, doit être déclarée irrecevable comme tardif ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière civile en appel et en dernier ressort ;

Déclare irrecevable comme tardif l'appel interjeté par la compagnie industrielle et commerciale ivoirienne, CICIV-SA, sise à Abidjan, représentée par son Directeur Général M. OMAIS JOWAD, du jugement civil, contradictoire n°39 rendu le 28 juillet 2004, par la section de tribunal d'Oumé ;

Condamne la CICIV-SA aux dépens.